

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI

Hôtel de Ville
28000 Chartres

Références : VAT20240613
Code AIOT : 0010000149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI implanté La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATI
- La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010000149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CMTV est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 à exploiter une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de

Mainvilliers.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan de gestion des OTNOC - Compteur	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe7 article 7.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Bassin de confinement et bassin d'orage	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
7	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet
9	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au</p>

<p>moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats :</p> <p>Le courrier préfectoral du 03/02/2015 prend acte que l'établissement Chartres Métropole Traitement et Valorisation relève de la rubrique principale 3520 Incinération ou coïncinération de déchets.</p> <p>L'article 1.2 nature des installations de l'APC du 21/12/2018 indique que l'installation relève de la rubrique 3520 a :Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets: déchets non dangereux avec un volume autorisé 15 t/h.</p> <p>Le présent arrêté est applicable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Documents justifiant de la location d'analyseurs de mercure. <p>L'objet de la présente offre est la location de 2 analyseurs de mercure sur l'UVE CMTV de Mainvilliers. Il est indiqué qu'il s'agit de mesure en continu.</p> <ul style="list-style-type: none"> - bon de commande n°TB240009 du 03/01/2024 pour la location des analyseurs mercures pour le 1er semestre 2024, -bon de commande n°TB240531 du 21/05/2024 pour la location des analyseurs mercures pour le 2nd semestre 2024. <p>L'exploitant présente en séance :</p>

<p>-les tableaux de suivi des émissions atmosphériques VLE journalière de janvier à juin 2024 en Mode NOC et REOT. Des mesures du Mercure sont bien consignées.</p> <p>-Tableaux de suivi de septembre 2024 ligne 1 en mode NOC Des mesures (VLE journalière) du Mercure sont bien consignées du 1 au 14 septembre 2024.</p> <p>-Tableaux de suivi d'avril 2024 ligne 1 en mode NOC Des mesures (VLE 10 minutes) du mercure sont bien consignées le 13 avril 2024.</p> <p>L'exploitant indique que le compteur prend bien les 2 lignes en compte. Les fichiers de suivi indiquent :</p> <p>-ligne 1 : janvier (0h), juin (2h30 mensuel, 3h30 en cumulé annuel) au 30 septembre (6h00 en cumulé annuel) ;</p> <p>-ligne 2 : janvier (4h30), juin (3h00 mensuel, 8h30 en cumulé annuel) au 30 septembre (11h00 en cumulé annuel).</p> <p>Le compteur n'est pas visible depuis la supervision, on le retrouve uniquement sur les fichiers de suivi.</p> <p>Depuis le PC de l'exploitant, l'inspection peut constater au niveau de la supervision :</p> <p>-la mesure en continu du mercure pour la ligne 2 à 9h49 le 17 octobre 2024, VLE brute 1,95 microg/Nm3 et VLE corrigée 0,93 microg/Nm3,</p> <p>En salle de commande, l'inspection peut constater au niveau de la supervision :</p> <p>- la mesure en continu du mercure pour la ligne 2 le 17 octobre 2024 à 15h05, VLE instantanée 0,77 microg/Nm3.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. <u>Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</u></p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance :</p> <p>Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8);</p> <p>Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>

<p>Constats :</p> <p>Concernant les PCB de type dioxines, l'exploitant fournit les rapports de mesures et l'inspection par échantillonnage note les résultats suivants:</p> <p>ligne 1 et 2 du 27/12/2023 au 22/01/2024 ligne 1 = 0,0005 ng/m³ ligne 2 = 0,0032 ng/m³</p> <p>ligne 1 et 2 du 22/01/2024 au 20/02/2024 ligne 1 = 0,0008 ng/m³ ligne 2 = 0,0002 ng/m³</p> <p>ligne 1 et 2 du 13/05/2024 au 10/06/2024 ligne 1 = 0,0007 ng/m³ ligne 2 = 0,0005 ng/m³</p> <p>Concernant les PBDD/PBDF, l'exploitant indique n'avoir réalisé aucune mesure.</p> <p>Constat: L'exploitant ne réalise pas la surveillances des PBDD/PBDF</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu.</p> <p>Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.</p> <p>Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.</p> <p>Arrêté du 12 janvier 2021 - article 7.3 conditions de respect des valeurs limites [...] Une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC :</p>

- une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE NOC lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 minutes ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ;
 - en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure.
- [...]

Constats :

L'inspection constate qu'il y a eu des conditions autres que normales sur la base du fichier de suivi des OTNOC. Par échantillonnage elle vérifie que les mesures en continu sont bien comptabilisées en REOT:

L'inspection demande à consulter les relevés 30 minutes REOT et NOC des jours considérés

-le 14/01/24 à 22h00 ligne 1 condition OTNOC pendant 15 minutes
sur le relevé REOT 30 minutes,

- 22h00/22h30 15 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (ok)
sur relevé NOC 30 minutes,
- 22h00/22h30 15 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (erreur)*

-le 02/04/24 à 10h00 ligne 1 condition OTNOC pendant 38 minutes
sur le relevé REOT 30 minutes,

- 10h00/10h30 12 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (ok)
- 10h30/11h00 26 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (ok)
sur relevé NOC 30 minutes,
- 10h00/10h30 12 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (erreur)*
- 10h30/11h00 26 minutes en condition OTNOC mesure non comptabilisée (ok)

-le 07/04/24 à 7h00 ligne 2 condition OTNOC pendant 2 minutes
sur le relevé REOT 30 minutes,

- 7h00/7h30 2 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (ok)
sur relevé NOC 30 minutes,
- 7h00/7h30 2 minutes en condition OTNOC mesure comptabilisée (ok)

*L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les **VLE NOC lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 minutes** ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ce qui n'est pas le cas.

L'exploitant indique avoir un devis en cours pour la réalisation de la campagne de mesurage des émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré. L'exploitant fait également par de ses interrogations quant au protocole de mesurage à mettre en place, il pourra s'il le juge utile le transmettre à l'inspection.

Constat : Les relevés VLE NOC 30 minutes comptabilisent des valeurs VLE NOC non valides.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC.</p> <p>Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>

<p>Constats :</p> <p>Concernant le plan de gestion des OTNOC, document consulté: Plan de gestion OTNOC CMTV 2024</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il décrit la défaillance/cause/conséquences/phénomènes redoutés/fréquence. Cependant celui-ci ne correspond pas uniquement au site de Mainvilliers. Par exemple, les fours assurant l'incinération des déchets sont de type fours à grille donc les lignes fours oscillant LBI n'ont pas lieu d'être de même pas d'injection d'urée. L'exploitant doit se limiter aux équipements du site. - Le plan de gestion ne fixe pas un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, - Le plan de gestion n'aborde pas l'examen et la mise à jour régulière, cependant lors de la visite l'exploitant indique que le plan de gestion sera revu à la fin de l'année 2024.
--

Concernant le suivi des situations OTNOC, document consulté :

Détails passage OTNOC-NOC 2024

Dans ce fichier de suivi, l'incident de juin 2024 n'est pas répertorié.

De plus, l'inspection précise à l'exploitant que les arrêts d'urgence avec des déchets dans le four doivent être considérés comme des OTNOC, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et comptabilisés dans le compteur.

Constat : Le plan de gestion des OTNOC et le suivis des situations OTNOC doivent être mis à jour. Une partie des situations présentées ne correspond pas aux équipements présents sur site et des situations OTNOC n'ont pas été prises en compte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de gestion des OTNOC - Compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC [...]

Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

[...]

Constats :

Concernant le compteur OTNOC :

L'inspection demande à consulter le compteur OTNOC à fin septembre 2024 :

- Ligne 1 : 8h16

-Ligne 2 : 6h17

L'inspection émet le commentaire suivant :

- Le compteur H1 dans les documents fournis repart à zéro tous les mois, il serait plus lisible qu'il soit incrémenté chaque mois.

A la lecture des documents fichier OTNOC, l'inspection constate par échantillonnage que

l'ensemble des situations OTNOC ne sont pas comptabilisées comme telles :

- le 13 janvier 2024 ligne 1 22h/22h30 , 8 minutes de OTNOC et 22h30/23h, 5 minutes de OTNOC ne comptabilisées dans le compteur
- le 2 mars 2024 ligne 2 18h/19h30 , 80 minutes de OTNOC ne comptabilisées dans le compteur.

Constat : Le compteur OTNOC par ligne n'est pas correctement incrémenté, certaines situations OTNOC ne sont pas comptabilisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

[...]

- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

Concernant l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques :

L'inspection se base sur les équipements de la liste des OTNOC et sur les défaillances déjà constatées et interroge l'exploitant sur la maintenance de ces équipements.

-Activité :Traitement des fumées, équipement : filtres à manches, défaillance : filtre à manches, cause possible: Manches percées.

L'inspection interroge l'exploitant sur la maintenance des filtres à manche de la ligne 2.

L'exploitant présente le contrôle réalisé lors de l'arrêt technique de septembre 2024 du 12 au 13/09/24 ainsi que le remplacement réalisé lors de l'arrêt technique de 2022.

- Activité :Traitement des fumées, équipement: ventilateur de tirage; défaillance possible : arrêt du ventilateur, cause possible: panne électrique.
L'inspection interroge l'exploitant sur la maintenance de la ligne 2.
L'exploitant présente la commande de la révision réalisée du 5 au 6 avril 2023.

L'exploitant précise également qu'il est en cours de paramétrage et d'acquisition d'une GMAO.

Concernant la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées et l'évaluation périodique :

L'inspection consulte le document "Détails passage OTNOC-NOC 2024" qui indique:

- le jour
- la durée
- la raison du passage en OTNOC
- les actions réalisées et actions correctives le cas échéant,

Sur les émissions, l'exploitant devra exploiter les données à sa disposition pour faire le lien entre les OTNOC et les émissions (REOT/NOC).

L'exploitant indique que l'évaluation se fera après une année d'acquisition de données soit fin 2024 début 2025.

Pas d'écart constaté sachant qu'il s'agit de la première année et que les évaluations périodiques n'ont pas encore eu lieu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe7 article 7.1.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Paramètre (mg/Nm3)	Unité existante	Unité nouvelle	P é r i o d e d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT (COT)	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière

HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage
SO2	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH3 (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
<u>Cd+Tl</u>	0,02	0,02	moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage
<u>Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V</u>	0,3	0,3	moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage
<u>PCDD/PCDF(ng I- TEQ/Nm3)</u>	0,08	0,06	moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage (8) à long terme

Arrêté préfectoral complémentaire 17/08/2022

Article 2: Rejets atmosphériques canalisés de NOx

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes associées aux émissions atmosphériques canalisées de NOx résultant de l'incinération des déchets :

- A compter du 03/12/2023, la valeur limite d'émission des NOx dans les rejets atmosphériques est de 150 mg/Nm³ en moyenne journalière ;
- A compter du 31/12/2029, la valeur limite d'émission des NOx dans les rejets atmosphériques est de 80 mg/Nm³ en moyenne journalière.

Constats :

VLE jour selon les documents consultés :

de janvier à juin 2024 NOC L1 VLE jour (ensemble des paramètres en surveillance continue):

- 4 dépassements en mercure max 31.52 microg /Nm3 contre 20microg/Nm3 (3 en avril / 1 juin)
- 6 dépassements en SO2 max 47 mg/Nm3 contre 40 mg/Nm3 (5 en avril / 1 juin)

- 6 dépassements en SO₂ max 47 mg/Nm³ contre 40 mg/Nm³ (5 en avril / 1 juin)

de janvier 2024 à juin NOC L2 VLE jour (ensemble des paramètres en surveillance continue):

-1 dépassement en Nox 156.79 mg/Nm³ contre 150mg/Nm³ (juin)

-1 dépassement en SO₂ 41.99mg/Nm³ contre 40 mg/Nm³ (avril)

Concernant les dépassements en SO₂, l'exploitant indique que cela provient essentiellement de la qualité des déchets reçus. La problématique viendrait des déchets provenant des entreprises qui prennent une part plus importante que prévu par rapport aux ordures ménagères. Selon l'exploitant la mise en place d'un nouveau type de traitement humide des fumées devrait permettre d'atteindre les VLE prescrites. Les travaux sont prévus en 2027.

Le fichier NOC VLE jour de la ligne 1, indique à fin septembre 2024 le compteur des dépassements :

- 1 dépassement NOX ;

- 6 dépassements SO₂ ;

- 7 dépassements HF. (L'inspection s'interroge sur ce paramètre qui n'apparaît pas en dépassement dans les fichiers journaliers de janvier à juin sachant de plus que les dépassements constatés pour le Hg ne sont plus mentionnés. Il peut s'agir d'une erreur)

Le fichier NOC VLE jour de la ligne 2, indique à fin septembre 2024 le compteur des dépassements :

- 3 dépassements NOX ;

- 1 dépassement SO₂.

Constat : Les VLE jour NOC sont dépassées pour les paramètres (Nox, Hg et SO₂) à raison de 1 , 4 et 7 dépassements entre janvier et juin 2024.

Cd+Tl et sommes des autres métaux

intervention du 22 mai au 23 mai 2024

ligne 1 => OK

Cd+Tl 0,050 microg /Nm³ (échantillon 60 minutes)

sommes des autres métaux 13,895 microg /Nm³

ligne 2 => OK

Cd+Tl 0,123 microg /Nm³ (échantillon 60 minutes)

sommes des autres métaux 22,974 microg /Nm³

Constat : pas d'écart.

PCDD/PCDF (Tous les mois par un organisme extérieur)

ligne 1 et 2 du 27/12/2023 au 22/01/2024

(soit environ 3,5 semaines)

ligne 1 = 0,0041 ng/m³

ligne 2 = 0,0311 ng/m³

ligne 1 et 2 du 22/01/2024 au 20/02/2024

ligne 1 = 0,0042 ng/m³

ligne 2 = 0,0013 ng/m³

ligne 1 et 2 du 13/05/2024 au 10/06/2024

ligne 1 = 0,0217 ng/m³
ligne 2 = 0,0105 ng/m³
Constat : pas d'écart.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.[...]

Constats :

L'inspection constate l'utilisation de trackdéchets sur l'année 2023 avec 4 726 tonnes de déchets dangereux sortants dont les REFIOM sous le code 19 01 07*.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43-1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des TEX et sédiments – utilisation du Registre national

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

[...]

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

[...]

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.[...]

Constats :

L'exploitant indique ne pas avoir transmis les informations au RNDTS. L'exploitant précise qu'il est en cours d'acquisition d'un module spécifique auprès de la société qui gère les entrées et sorties des déchets non dangereux.

Constat : L'exploitant ne s'est pas acquitté de son obligation de transmission des informations au registre national des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, est recueilli :</p> <p>-dans l'ouvrage de régulation, de prétraitement et de stockage des eaux usées internes à l'établissement assurant un volume de rétention global de sécurité de 300 m³ ;</p> <p>-et/ou dans l'ouvrage de traitement des eaux pluviales de 635 m³ de capacité utile.</p> <p>Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées au chapitre 4.3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Précédent constat:</p> <p>Le 17 octobre 2024, les bassins de l'installation de recyclage des eaux industrielles sont remplis à 78,9% (chiffre constaté sur la supervision) et le bassin de traitement des eaux pluviales a dépassé sa capacité, il déborde sur le pourtour du bassin.</p> <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas de capacités de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes.</p> <p>Compte tenu des enjeux en termes de retentions des eaux d'extinction incendie, un premier rapport d'inspection est envoyé à l'exploitant le 18/10/2024.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour retrouver des capacités de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes dans un délai de 5 jours maximum.</p> <p>Ainsi que de mettre en œuvre les autres actions correctives dans les meilleurs délais sans dépasser 1 mois.</p> <p>Par courrier du 31/10/2024, l'exploitant indique qu'aucun rejet des eaux stockées dans le bassin eaux pluviales n'a eu lieu. Il justifie de l'achat et du remplissage de 2 bâches souples de 250m3.</p>

Il fournit la photo de la supervision, indiquant au taux de remplissage de 54,4% soit selon l'exploitant 343m³.

Au vu de ces éléments le bassin aurait un volume total d'environ 635 m³. Or, l'exploitant a vidangé près de 500m³ d'eau ce qui peut laisser supposer que le volume du bassin est peut-être plus important.

De plus l'inspection rappelle qu'il est demandé que les eaux d'extinction incendie soit récupérées dans l'ouvrage de traitement des eaux pluviales de 635 m³ de capacité utile. Il faut alors que le volume de 635m³ soit disponible.

Le constat est reconduit et précisé : L'exploitant ne dispose pas de capacités de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes et ce à tout moment.

Pour répondre à ce constat, l'exploitant pourra utilement :

- justifier du volume du bassin eaux pluviales,
- justifier du volume d'eaux d'extinction nécessaire au site (calcul D9A),
- justifier d'une procédure explicitant les mesures à prendre et dans quels délais pour assurer une disponibilité constante volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois